



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51625

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

des idées mennaisiennes se poursuit par l'intermédiaire de l'abbé Gerbet. G. Valerius montre le succès des ›Considérations sur le dogme générateur de la piété catholique‹, et les liens de Gerbet avec Möhler.

Que le traditionalisme mennaisien ait trouvé un profond écho dans la ›Katholische Romantik‹ et se soit fondu avec celle-ci, cette conclusion ne saurait au total étonner, encore l'ampleur du phénomène était-elle peut-être sous-estimée, tout comme, à l'inverse, est sous-estimée l'influence du romantisme allemand sur le catholicisme français du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Une autre conclusion de G. Valerius pourra en revanche surprendre: à ses yeux, la mobilisation et la politisation du catholicisme allemand doivent à Lamennais. C'est lui qui a donné des modèles d'organisation catholique (la pétition, la presse) et d'action politique. Le ›Vereinskatholizismus‹ fils de Lamennais? On est loin du célèbre ›Germania docet‹, que répétèrent tant de catholiques français par la suite. C'est dire que ce livre important incite à une nouvelle mise en perspective des relations entre le catholicisme allemand et le catholicisme français au XIX<sup>e</sup> siècle. Il invite aussi à répondre à une question fondamentale: pourquoi le ›modèle‹ mennaisien d'un catholicisme ›social‹ et ›politique‹ a-t-il trouvé un grand succès en Allemagne, un succès relatif en France? Il n'était pas dans le propos de l'auteur de répondre à cette interrogation qui renvoie à la spécificité des catholicismes ›nationaux‹, mais son beau livre suggère une indispensable réflexion comparative.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Wolfgang SCHIEDER (Hg.), *Liberalismus in der Gesellschaft des deutschen Vormärz*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1983, 362 p. (Geschichte und Gesellschaft, Sonderheft 9).

Le 27 mai 1832, au château de Hambach, site romantique du Palatinat bavarois, la foule affluait à la ›première assemblée populaire politique de l'histoire contemporaine allemande‹ (Theodor Heuss). L'élan enflammé des orateurs démocrates inquiéta Metternich, qui fit adopter par la Diète les Six Articles renforçant la surveillance policière dans les Etats. A l'occasion du cent-cinquantième de cet épisode, la jeune Université de Trèves a tenu un colloque, dont elle publie les actes. On n'y trouvera pas un récit anecdotique, qui a déjà été fait plusieurs fois, mais une gerbe d'études et de réflexions sur le libéralisme allemand au lendemain de 1830, à mi-course entre la restauration princière de 1815 et l'explosion révolutionnaire de 1848-1849. Le volume rassemble une quinzaine de contributions d'auteurs allemands et étrangers (mais d'aucun Français). Il combine heureusement des monographies concrètes, des mises au point synthétiques, des perspectives comparatistes. Une ferme introduction de Wolfgang SCHIEDER en dégage les lignes directrices.

La première est une analyse attentive des composantes sociales du mouvement. Si l'historiographie d'outre-Rhin s'est longtemps consacrée par priorité à l'histoire des idées, le rôle de la conscience de classe au sein de la bourgeoisie a fait récemment l'objet d'une controverse entre Lothar Gall et Wolfgang Mommsen. Pour le premier, le libéralisme allemand du *Vormärz* (1815-1848) aurait été inspiré par un idéal de société sans classe, dans une structure économique archaïque, avant que l'irruption de la révolution industrielle, au cours de la seconde moitié du siècle, ne le dégrade en un parti défendant des intérêts matériels. Cette vue a été aussitôt critiquée comme trop schématique. Les études de ce recueil font ressortir avec des éclairages complémentaires la convergence de noyaux sociologiquement différents dans le courant de Hambach: plutôt par la juxtaposition d'aspirations concurrentes que dans le sens d'une conciliation idéaliste.

Cornelia FOERSTER examine méthodiquement le ›Deutscher Press- und Vaterlandsverein‹, qui a organisé la fête. Cette ›protoforme‹ de parti politique, née au Palatinat bavarois, déborde



sur les Etats voisins. Les chefs sont des notables, les membres de la base surtout des petits commerçants et des artisans, ce qui fait conclure à «un rôle de direction de la bourgeoisie cultivée, non seulement accepté, mais salué et institutionnalisé par de larges couches de la population». Rudolf VIERHAUS rappelle que les cadres du mouvement sont souvent des fonctionnaires: si la double appartenance à la fonction publique et au libéralisme a suscité certains conflits célèbres, elle s'est plus souvent encore abritée derrière des compromis pratiques. Hans-Ulrich THAMER se tourne en revanche vers les artisans, nombreux, autonomes, témoins de la société traditionnelle: on sait que cette force sociale se montrera fort active en 1848. Heiner HAAN s'attache aux idées du journaliste Georg-Friedrich Kolb sur la promotion de ce *Mittelstand*, «le plus important des fondements de l'édifice étatique».

D'autres contributions considèrent l'inspiration idéologique du mouvement. Günter BIRTSCH reprend le débat du Parlement de Francfort sur la proclamation des droits fondamentaux et dégage chez les modérés du centre droit la subordination de l'individualisme à l'Etat qui incarne la communauté: *Salus populi suprema lex esto*, disait Dahlmann, personnalité typique. Mais un accent particulier est mis sur le facteur religieux: Jacques Droz avait déjà insisté dans sa synthèse «Les Révolutions allemandes de 1848» sur l'action originale de certains noyaux confessionnels. Rudolf VON THADDEN examine dans son ensemble le problème des rapports entre le protestantisme et le libéralisme. Il conclut «qu'ils marchaient ensemble... dans presque tous les Etats»: cependant «la structure institutionnelle de l'Eglise, le degré de son autonomie administrative, et par là sa place et sa fonction dans le système politique et social qui l'entoure, étaient d'importance décisive pour la qualité de leur relation». Le choix de la Wartburg pour la manifestation de 1817 symbolise cette symbiose. Elle ne pouvait que heurter les catholiques, note Franck EYCK. Celui-ci montre que le pape et les évêques du temps préféraient un accord concordataire avec les pouvoirs civils aux incertitudes d'une opinion publique souvent influencée par le rationalisme théologique, l'indifférence religieuse, les sentiments anti-hiérarchiques et les préjugés protestants».

Le troisième axe du recueil est un effort pour distinguer les aspects régionaux du libéralisme allemand. La structure confédérale du *Bund* démultiplie en effet le débat politique, et celui-ci est modelé d'autre part par la diversité des traditions culturelles. Karl WEGERT apporte des précisions très concrètes sur le cas particulier du Palatinat. Il insiste sur le caractère festif et populaire de la manifestation de Hambach, que l'historiographie du Second Reich avait minimisé par dédain intellectuel. Des centaines d'assistants s'occupaient plus de boire que d'écouter des discours: l'atmosphère évoque la «sociabilité méditerranéenne» qu'a décrite Maurice Agulhon, et de fait nous sommes ici dans un pays de vignoble. Hans-Werner HAHN et Innocenzo CERVELLI analysent l'attitude des personnalités libérales de Bade et du Wurtemberg face au *Zollverein*: elles ont longtemps souhaité un regroupement douanier régional et elles ont craint que l'accord avec la Prusse ne menace les régimes constitutionnels de leurs Etats. Elisabeth FEHRENBACH et Kurt DUWELL rappellent avec toutes les nuances nécessaires les positions du cercle rhénan autour de David Hansemann: égalitarisme fiscal, protectionnisme modéré, optimisme social. Rudolf MUHS nous fait bien saisir pourquoi et comment le royaume de Saxe vit alors une période de réformisme bureaucratique et Innocenzo CERVELLI évoque pour sa part les noyaux libéraux lointains du Schleswig-Holstein et de Prusse orientale.

Deux contributions introduisent une comparaison extérieure. Nicholas HOPE met en lumière le développement des Eglises libres dans le protestantisme de Grande-Bretagne et de Scandinavie. Dieter LANGEWIESCHE analyse les oppositions internes au sein des révolutions de 1848, pour constater qu'elles ne définissent pas «une voie allemande particulière», car elles se retrouvent en France et (moins nettement) en Hongrie. Cependant, le lecteur étranger regrette que ce volume de bonne qualité ne prenne pas suffisamment en compte les relations internationales du libéralisme allemand. Le 27 mai 1832, une réunion de solidarité se tenait au bois de Vincennes, sous la présidence de La Fayette et à Hambach, étaient présents des Français



et des Polonais. Si Johann Wirth, l'orateur le plus ardent, y créait quelques remous en affirmant le caractère allemand des pays rhénans, il proclamait aussi »sans la liberté de la Pologne, il n'y a pas de liberté allemande«. Le libéralisme du temps, national, se voulait aussi européen.

Pierre BARRAL, Nancy

Jürgen REULECKE, Sozialer Frieden durch soziale Reform. Der Centralverein für das Wohl der arbeitenden Klassen in der Frühindustrialisierung, Wuppertal (Hammer) 1983, 308 S. (Düsseldorfer Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens, 6).

Die Frage nach den Entstehungsbedingungen, Zielen und Durchsetzungschancen von Reformen in der jüngsten Geschichte der Bundesrepublik hat auch das historische Interesse an den Trägern und Inhalten gewaltfreier gesellschaftlicher Veränderungen nachhaltig belebt. Mit dieser Arbeit liegt erstmals eine umfassende Untersuchung zu einer Reformgruppierung vor, die im Vormärz entstand und deren Wirksamkeit sich bis in die Spätphase des wilhelminischen Reiches verfolgen läßt. Reulecke bettet die Entstehungsgeschichte des Centralvereins in die einzelnen Phasen bürgerlicher Sozialreform in Deutschland ein, die durch den Centralverein, den Verein für Socialpolitik und die Gesellschaft für Soziale Reform markiert sind. Bereits die Liste der Gründungsprinzipien des Centralvereins läßt die geistige Nähe der Vereinsgründer zu dem in der Forschung z. T. kontrovers diskutierten sozialen Leitbild des deutschen Frühliberalismus, dem einer »klassenlosen Bürgergesellschaft« (L. Gall) erkennen. Den Initiatoren ging es nicht um politische Umwälzungen, sondern um die stufenweise Integration der sozialen Unterschichten in eine grundsätzlich als bürgerlich konzipierte Gesellschaft. Sie waren von der Möglichkeit überzeugt, es zur Entfaltung einer durch starre Klassenschranken geprägten Gesellschaft erst gar nicht kommen zu lassen. Für sie schien die bestehende Gesellschaft ein hinreichendes Potential an Selbstkorrekturen zu enthalten, das ein kooperatives Konfliktverhalten von Arbeitgebern und Arbeitnehmern ermöglichen sollte.

Es war die Gewerbeausstellung des deutschen Zollvereins von 1844, in deren Umkreis der Centralverein zunächst deutlichere Konturen annahm, hatte doch dieses Ereignis die Diskrepanz zwischen der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Gewerbe und den sozialen Lebensumständen der Beschäftigten eindringlich sichtbar gemacht. Reulecke ordnet die Initiativen zur Gründung des Centralvereins in das aufblühende Assoziationswesen des Vormärz ein und beschreibt detailliert den Gründungsprozeß und die Entstehung der korrespondierenden lokalen Vereine. Das Ringen um die Anerkennung der Statuten seitens der preußischen Behörden gestaltete sich für die Vereinsgründer zu einem zermürbenden Vorgang. Obgleich der Centralverein von seiner Mitgliederstruktur her gesehen alles andere als ein Hort des Umsturzes war, setzten Spitzenbeamte des Innenministeriums alles daran, die Entfaltung des Vereins nach Kräften zu blockieren, ein Vorgehen, dessen präzise Analyse neue konkrete Einblicke in inner- und interministerielle Richtungsunterschiede ermöglicht. Die Initiatoren des Centralvereins teilten das Schicksal zahlreicher bürgerlicher Reformer sozial-liberalen Zuschnitts: was als Anregung zu behutsamer Sozialreform gedacht war, verdichtete sich in der Perzeption eines letztlich obsiegenden Flügels der Bürokratie zu einem kalkulierten Angriff auf den sozialen Frieden und wurde entsprechend beantwortet. Es war bezeichnend, daß die Genehmigung der Vereinsstatuten zwei Wochen nach dem Ausbruch der Revolution erfolgte!

Obgleich dem Verein somit die Chance konkreter Wirksamkeit einstweilen genommen war, erlaubte die Diskussion um seine Zielsetzungen eine präzise Bestimmung der gesellschaftspolitischen Ordnungsvorstellungen der in ihm engagierten Fabrikanten, Beamten und »Literaten«. Weithin dominierte die Erwartung, den Centralverein sowie das Netz der Lokalvereine als